

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-27 du 30 août 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre la Russie
2. Le Conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, se déplace en Chine
3. Le Département du Trésor publie des nouvelles règles anti-blanchiment dans le domaine immobilier

Climat – énergie – environnement

4. Le DoE publie son rapport 2024 sur l'énergie et l'emploi aux États-Unis
5. Le DoE annonce un soutien de 31 M\$ à l'énergie géothermique
6. Les États-Unis et l'Argentine ont tenu le premier dialogue annuel bilatéral sur la sécurité énergétique (ESD)

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports met à disposition 800 M\$ pour développer l'usage de matériaux de construction bas carbone

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA prévoit un déficit commercial agricole record pour l'année budgétaire 2025
9. L'USDA annonce l'octroi d'une nouvelle tranche de subventions pour le développement de la production domestique d'engrais durables

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre de la Russie

Les États-Unis ont adopté le 23 août un nouveau paquet de sanctions contre la Russie et plusieurs entités étrangères participant au contournement des sanctions déjà en vigueur. Ce nouveau paquet de sanctions, constitué d'environ 400 désignations réparties entre les Départements du [Trésor](#) et d'[État](#), cible la base militaro-industrielle russe, les secteur miniers, de la métallurgie, de l'énergie et du fret aérien ainsi que certaines filiales du groupe Rosatom impliquées dans la conception d'armes nucléaires. Il cible également plusieurs entités accusées de prendre part au contournement des sanctions déjà en vigueur, domiciliées en Chine, à Hong Kong ainsi qu'en Europe (Estonie, France, Hongrie, Italie, Liechtenstein, Turquie, Suisse).

Le Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du Commerce a de son côté [annoncé](#) plusieurs mesures ciblant la Russie et la Biélorussie. 123 entités et plusieurs adresses hébergeant des sociétés écrans accusées de contourner les sanctions déjà en vigueur ont ainsi été ajoutées à l'Entity List, imposant des restrictions pour toute exportation de produits vers les entités qui y figurent. Le périmètre d'application des règles Military End-User et Foreign Direct Product Rule (FDP) a par ailleurs été étendu. Le Département du Commerce précise que l'objectif de ces mesures est d'empêcher la réexportation d'équipements par des entités domiciliées au sein de pays tiers vers la Russie, en particulier dans le domaine de la microélectronique. Le Département du Commerce prévoit également d'imposer des exigences supplémentaires en matière d'octroi de licences pour les logiciels d'exploitation de machines-outils à commande numérique (CNC).

2. Le Conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, se déplace en Chine

Le Conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche, Jake Sullivan, s'est rendu à Pékin du 27 au 29 août. Selon le communiqué [publié](#) par la Maison-Blanche, J. Sullivan s'est entretenu avec des responsables du bureau politique du parti communiste chinois, le Général de l'Armée populaire de libération Zhang Youxia et le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi. Il a abordé les futures étapes concernant la coopération sino-américaine en matière de lutte contre le narcotrafic, la sécurisation des usages de l'intelligence artificielle et le rétablissement des canaux de communication militaires. J. Sullivan a également indiqué que « les États-Unis continueraient à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les technologies américaines de pointe ne soient utilisées pour porter atteinte à [leur] sécurité nationale, sans limiter indûment le commerce ou les investissements ». En outre, il a rappelé les préoccupations américaines concernant (i) les pratiques commerciales non-marchandes et jugées déloyales mises en œuvre

par la Chine ainsi que (ii) le soutien apporté par Pékin à la Russie dans le cadre du conflit en Ukraine. J. Sullivan et Wang Yi ont par ailleurs convenu d'organiser « dans les prochaines semaines » un nouvel échange téléphonique entre Joe Biden et Xi Jinping, avec qui J. Sullivan s'est [entretenu](#) en clôture de son déplacement. Le futur échange entre les présidents américain et chinois interviendrait un an après leur dernière rencontre dans le cadre du sommet de l'APEC [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)].

3. Le Département du Trésor publie de nouvelles règles anti-blanchiment dans le domaine immobilier

Le 28 août, le Département américain du Trésor a publié deux règles finales destinées à renforcer la lutte contre les pratiques de blanchiment d'argent dans le domaine immobilier aux États-Unis. La première règle, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026, [élargit](#) la liste des professions impliquées dans le financement de transactions immobilières, tenues de recenser celles susceptibles d'être frauduleuses et d'en informer le Département du Trésor. Le contenu de cette règle s'appliquera principalement aux conseillers en investissement enregistrés auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), bien que des exceptions soient prévues selon les activités réalisées par ces conseillers. La seconde règle, qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre 2025, [impose](#) à au moins une partie à la vente d'un bien immobilier résidentiel de déposer une déclaration lorsque l'achat est effectué en espèces et que le destinataire est une personne morale ou une fiducie.

Brèves

- Le 23 août, le Département du Commerce a [publié](#) la liste des secteurs et des biens critiques identifiés par les États-Unis dans le cadre du Conseil sur les chaînes d'approvisionnement du Cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF) [voir [Brèves sectorielles du 23 août 2024](#)]. Les secteurs désignés par le Département du Commerce sont l'agriculture, les produits chimiques, les biens de grande consommation, les minéraux critiques et l'exploitation minière, l'énergie et les industries environnementales, les biens de la santé, les produits des technologies de l'information et de la communication, ainsi que les transports et la logistique.
- Le 27 août, l'USTR a [sollicité](#) des commentaires publics en vue de formaliser la réponse des États-Unis au différend initié par la Chine concernant la conformité de certaines dispositions prévues par l'IRA aux règles de l'OMC [voir [Brèves sectorielles du 23 août 2024](#)]. Le délai de soumission des commentaires est fixé au 26 septembre 2024.
- Le 20 août, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'encontre de l'ancien président d'Haïti Michel Martelly, accusé d'avoir pris part à des activités liées au narcotrafic.

- Le 28 août, le Département d'État a [adopté](#) des sanctions à l'égard d'une ONG et un individu israéliens, accusés de prendre part à des actions violentes en Cisjordanie.

Climat – énergie – environnement

4. Le DoE publie son rapport 2024 sur l'énergie et l'emploi aux États-Unis

Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#), le 28 août, le rapport 2024 sur l'énergie et l'emploi aux États-Unis (Annual U.S. Energy and Employment Report – USEER), une étude complète conçue pour suivre et comprendre les tendances de l'emploi dans le secteur de l'énergie. Le rapport s'appuie sur une enquête à destination de 42 000 entreprises dans tout le pays. Entre 2022 et 2023, l'emploi a augmenté dans l'ensemble des cinq catégories de technologies énergétiques de l'USEER : production d'électricité, efficacité énergétique, carburants, véhicules à moteur et transmission, distribution et stockage. Le secteur de l'énergie dans son ensemble a créé plus de 250 000 emplois en 2023, dont 56 % dans les énergies propres. En 2023, l'énergie propre a ainsi été le moteur de la croissance dans le secteur de l'énergie – les emplois dans le domaine de l'énergie propre ayant augmenté de +4,2 %, soit plus de deux fois plus que le taux de croissance de l'emploi de +2,0 % constaté dans l'ensemble de l'économie. Les emplois dans le secteur des énergies propres ont augmenté sur tout le territoire. En particulier, c'est dans l'Idaho que le taux de croissance des emplois dans les énergies propres a été le plus rapide (+7,7 %), suivi du Texas (+6,0 %) et du Nouveau-Mexique (+5,9 %). Les secteurs de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne ont tous deux enregistré une forte croissance de l'emploi, avec des hausses respectives de +5,3 % et de +4,5 %. Les travailleurs hispaniques représentaient près d'un tiers des nouveaux emplois créés dans le secteur de l'énergie en 2023, soit une augmentation de +79 000 travailleurs.

5. Le DoE annonce un soutien de 31 M\$ à l'énergie géothermique

Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 26 août la sélection de six projets qui recevront jusqu'à 31 M\$ pour faire progresser l'énergie géothermique aux États-Unis. Les projets appuieront la construction de systèmes géothermiques améliorés et démontreront comment le stockage de l'énergie thermique des réservoirs peut réduire les besoins énergétiques de l'industrie – soutenant ainsi l'objectif Enhanced Geothermal Shot du DoE de réduire les coûts des systèmes géothermiques améliorés (EGS) de 90 % d'ici 2035 et l'objectif Industrial Heat Shot du DoE de développer des technologies de décarbonation de la chaleur industrielle compétitives en termes de coûts avec au moins 85 % d'émissions en moins d'ici 2035.

Selon le communiqué, les ressources géothermiques génèrent actuellement environ 4 GW d'électricité aux États-Unis, mais une analyse récente du DoE montre que l'EGS pourrait fournir au moins 90 GW d'énergie ferme et flexible au réseau électrique américain d'ici 2050, soit l'équivalent de la consommation de plus de 65 millions de foyers américains.

6. Les États-Unis et l'Argentine ont tenu le premier dialogue annuel bilatéral sur la sécurité énergétique (ESD)

Le Département d'État (DoS) a [annoncé](#) le premier dialogue annuel américano-argentin sur la sécurité énergétique (ESD) le 23 août en Argentine. L'ESD s'appuie sur l'histoire d'une coopération diplomatique et technique étroite entre les deux pays et servira de forum pour faire avancer les solutions coopératives visant à renforcer la sécurité énergétique, à accélérer la transition vers l'énergie propre et à développer les chaînes d'approvisionnement en minéraux essentiels et en énergie propre.

Les deux délégations ont discuté à cette occasion des possibilités d'accroître le commerce et les investissements bilatéraux, notamment dans les secteurs clés où l'Argentine est prête à jouer un rôle important dans la mise en place de chaînes d'approvisionnement sûres pour les minéraux essentiels qui sont le moteur de la transition énergétique. Les délégations ont également fait progresser le protocole d'accord visant à renforcer la coopération dans le domaine des minéraux critiques, signé le 22 août. Ce protocole d'accord permettra d'accroître les investissements grâce à l'adhésion de l'Argentine au Forum de partenariat pour la sécurité des minéraux.

Les délégations ont échangé leurs points de vue sur la réforme du marché de l'électricité. Elles ont également discuté des programmes d'assistance technique en cours et à venir, notamment dans le cadre du Programme du secteur de l'électricité et du Programme de gouvernance de l'énergie et des minéraux du DoS, ainsi que de l'initiative Net Zero World du Département de l'Énergie (DoE). Le lancement d'un nouveau projet CETA (Clean Energy Transition Accelerator) a également été annoncé à cette occasion, dans le cadre duquel les États-Unis fourniront au gouvernement argentin une assistance technique de 500 000 \$ pour l'aider à élaborer des stratégies nationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à accélérer la transition de l'Argentine vers l'énergie propre.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 27 août que dix-neuf États et collectivités locales recevront plus de 240 M\$, financés par l'IRA, pour adopter et mettre en œuvre les codes de construction les plus récents en matière d'efficacité énergétique ou d'innovation. Les 19 bénéficiaires recevront une assistance technique directe pour soutenir l'adoption et la mise en œuvre de codes énergétiques traditionnels, de

codes « zéro énergie » et de normes de performance des bâtiments.

- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 27 août confirmer la protection de plus de 11 millions d'hectares de terres publiques en Alaska. Cette décision fait suite à une consultation publique visant à vérifier le bienfondé et les conséquences de la décision de l'administration précédente de retirer le statut protecteur dont bénéficient ces terres, afin notamment d'y autoriser l'exploration pétrolière et minière. L'analyse du Bureau de gestion des terres (BLM) a révélé que la révocation de ces protections porterait probablement atteinte à la chasse et à la pêche de subsistance dans les communautés locales. L'analyse a également montré que la levée de toutes les restrictions, voire de certaines d'entre elles, pourrait avoir des effets négatifs durables sur la faune, la végétation et le pergélisol.

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports met à disposition 800 M\$ pour développer l'usage de matériaux de construction bas carbone

Le 27 août, l'agence chargée des infrastructures routières (FHWA) au sein du Département des Transports (DoT) fédéral a [annoncé](#) la mise à disposition d'une enveloppe de 800 M\$, ouverte à toute entité publique exceptés les DoT des États fédérés, dans le cadre du programme Low Carbon Transportation Materials (LCTM). Cette année en mars, dans le cadre de ce même programme, une enveloppe de 1,2 Md\$ avait déjà été [annoncée](#), réservée exclusivement aux DoT des États fédérés.

Doté d'un total de 2 Md\$, le programme [LCTM](#) est l'un des trois nouveaux programmes administrés par la FHWA créés par la loi IRA. Il vise à encourager les DoT des États fédérés et toute autre entité publique qui conduit des projets de transport, à l'instar des municipalités, à privilégier et incorporer davantage de matériaux de construction qui émettent moins de gaz à effet de serre au cours de leur cycle de vie, s'agissant notamment de l'acier, du béton, du ciment, du verre et de l'asphalte. En plus de participer au financement de l'usage de matériaux plus propres, le programme fournit aux entités publiques bénéficiaires des ressources techniques pour les aider à adapter leurs processus d'approvisionnement et à se coordonner avec le secteur privé pour pouvoir quantifier les émissions associées à ces matériaux. La FHWA indique que ces informations permettront, à terme, de mieux identifier les matériaux à faible teneur en carbone, par rapport à des seuils de référence préétablis par l'Agence de protection de l'environnement (EPA).

Brèves

- Le DoT [rapporte](#) que le nombre de chargeurs de véhicules électriques accessibles au public a doublé depuis le début du mandat de l'administration Biden-Harris. L'administration indique que le pays compte aujourd'hui plus de 192 000 ports de recharge accessibles au public et qu'environ 1 000 nouveaux ports sont ajoutés chaque semaine. Selon le DoT, ces progrès témoignent de l'impact de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), notamment de son « effet catalyseur » sur les investissements privés dans les infrastructures de recharge. Mentionnant les programmes de financement CFI (Charging and Fueling Infrastructure) et NEVI (National Electric Vehicle Infrastructure), l'administration déclare jouer un rôle critique aux côtés du secteur privé pour étendre activement le réseau de recharge américain, tout en créant des emplois syndiqués bien rémunérés.
- La FAA [indique](#) avoir infligé, entre octobre 2022 et juin 2024, un total de plus de 340 000 \$ d'amendes à 27 personnes ayant enfreint la réglementation fédérale sur les drones. L'agence fédérale rappelle que les opérateurs de drones qui effectuent des opérations dangereuses ou non autorisées encourrent des amendes pouvant aller jusqu'à 75 000 \$ par infraction et s'exposent également à une suspension ou à une révocation de leur certificat de pilote. Elle encourage par ailleurs le public à lui signaler toute opération de ce type auprès de bureaux locaux désignés (Flight Standards District Offices – FSDO).

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA prévoit un déficit commercial agricole record pour l'année budgétaire 2025

Dans son [rapport](#) trimestriel publié le 27 août, l'USDA prévoit que le déficit commercial agricole des États-Unis augmenterait fortement pour atteindre le chiffre record de 42,5 Md\$ au cours de l'année budgétaire à venir, contre 30,5 Md\$ pour l'année budgétaire en cours, qui s'achève le 30 septembre.

Le creusement du déficit commercial reflète une augmentation attendue de 8 Md\$ des importations, pour atteindre 212 Md\$, et une baisse de 4 Md\$ des exportations, pour atteindre 169,5 M\$.

L'USDA indique que la baisse des prévisions d'exportations en valeur pour l'exercice 2025 est principalement due à la baisse des prix du soja, du maïs et du coton, ainsi qu'à la diminution des volumes d'exportation de viande de bœuf. Le sucre, les fruits et légumes et les produits tropicaux tels que le café, le thé et le cacao sont à

l'origine de l'augmentation en valeur des importations, davantage en raison d'un effet prix que d'un effet volume.

Dans ce rapport, l'USDA a révisé à la baisse son estimation du déficit commercial agricole pour l'exercice 2024, à 30,5 Md\$, contre 32,0 Md\$ prévus en mai. Toutefois, le chiffre révisé reste nettement plus élevé que le déficit de 17,1 Md\$ enregistré au cours de l'exercice 2023. Les États-Unis avaient enregistré un excédent commercial agricole de 2 Md\$ au cours de l'exercice 2022.

Pour l'exercice 2025, l'USDA prévoit que le Mexique et le Canada resteraient les principaux marchés d'exportation agricole des États-Unis, avec respectivement 29,2 Md\$ et 28,9 Md\$. Par ailleurs, l'USDA prévoit que les exportations agricoles américaines vers la Chine diminueraient à 24 Md\$ contre 27 Md\$ en 2024. Cette baisse reflète la diminution de la demande d'importation, la forte concurrence d'autres fournisseurs et la baisse des prix des produits de base. Enfin, sur une base régionale, les États-Unis enregistreraient toujours leur plus fort déficit commercial agricole avec l'Union européenne avec 23,4 Md\$ en 2025 contre 22,2 Md\$ en 2024 devant le Mexique avec un déficit de 20,7 Md\$ contre 18,6 Md\$ en 2024.

9. L'USDA annonce l'octroi d'une nouvelle tranche de subventions pour le développement de la production domestique d'engrais durables

À l'occasion d'un déplacement dans l'Iowa, le Secrétaire américain à l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) le 28 août que l'USDA allait octroyer une nouvelle tranche de 35 M\$ de subventions à sept projets dans le cadre du [Fertilizer Production Expansion Program](#) (FPEP), financé par la Commodity Credit Corporation.

Le FPEP a été créé en mars 2022 pour lutter contre les problèmes auxquels étaient confrontés les agriculteurs américains en raison de la forte hausse des prix des engrais liée à divers facteurs tels que la guerre en Ukraine et le manque de concurrence dans cette industrie particulièrement concentrée. L'administration Biden s'est ainsi engagée à verser jusqu'à 900 M\$ aux propriétaires d'entreprises indépendantes pour les aider à moderniser leurs équipements, à adopter de nouvelles technologies ou à construire des usines de production. En promouvant la production d'engrais domestiques durables au sein de petites ou moyennes unités, le FPEP s'inscrivait également dans l'objectif général affiché par l'administration de promouvoir la concurrence, l'innovation et la résilience dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, tout en luttant contre la crise climatique.

Pour illustrer le caractère innovant et durable des projets retenus, le communiqué de l'USDA cite le cas de l'entreprise Dramm Corp (Wisconsin) qui va bénéficier d'une subvention de 0,8 M\$ pour augmenter sa capacité de production tout en réduisant son empreinte carbone et en améliorant la sécurité de ses employés. Dramm Corp utilise les déchets de poissons collectés auprès des pêcheurs commerciaux et sportifs pour produire un engrais liquide

adapté à l'agriculture biologique et traditionnelle, évitant ainsi que des millions de kilos de déchets ne se retrouvent dans les décharges et les cours d'eau.

L'USDA indique qu'il a déjà investi 286,6 M\$ dans 64 projets répartis dans 32 États dans le cadre du FPEP. Ces projets ont créé 768 nouveaux emplois et permettront d'augmenter la production américaine d'engrais de plus de 5,6 M de tonnes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)